

DANS L'ACTUALITE du 25 au 27 octobre 2016

Textes officiels

JORF n° 0251 du 27 octobre 2016

Prolongation du Conseil de l'immobilier de l'Etat pour une nouvelle période de cinq ans

[Décret n° 2016-1436 du 26 octobre 2016 reconduisant le Conseil de l'immobilier de l'Etat](#)

Jurisprudence

Annulation d'un bail emphytéotique illicite

[CAA Marseille 17 octobre 2016 commune de Mons-la-Trivalle, req. n° 15MA01741](#)

Application de l'arrêt Tropic Travaux Signalisation

[CAA Marseille 17 octobre 2016 société Somegec, req. n° 14MA04976](#)

Réponse ministérielle

Question écrite Sénat n° 08442 du 20 octobre 2016 - [Installation provisoire dans une zone non constructible](#)

Question écrite Sénat n° 20591 du 20 octobre 2016 - [Terrasses commerciales](#)

Question écrite Sénat n° 19684 du 20 octobre 2016 - [Procédure d'immeuble vacant et sans maître](#)

Question écrite Sénat n° 22328 du 20 octobre 2016 - [Entretien des trottoirs et des caniveaux dans les communes](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

L'entreprise gestionnaire du service public face aux métamorphoses du stationnement

Les professionnels du stationnement public vivent depuis ces cinq dernières années un bouleversement profond de leur marché, dû à une triple mutation : celle de la politique urbaine des élus locaux, celle du développement des nouvelles technologies, et celle d'un nouveau régime juridique du stationnement sur voirie. Une adaptation du droit de la commande publique s'avère nécessaire.

Source : le Moniteur du 27/10/2016

L'élaboration des documents d'urbanisme peut faire l'objet d'un marché non alloti

L'allotissement est la règle de principe en marchés publics, mais pas une obligation générale et absolue, rappelle le ministère de l'Intérieur interrogé par un sénateur.

Source : le Moniteur du 24/10/2016

Urbanisme

Consensus pour de nouvelles simplifications en vue en matière d'urbanisme

La proposition de loi portant accélération des procédures et stabilisation du droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement, défendue par les sénateurs François Calvet et Marc Daunis, a été examinée le 25 octobre au Sénat. Le texte, ramassé, propose des mesures très techniques, notamment pour réduire le contentieux, faciliter l'articulation des documents d'urbanisme, ainsi que les opérations d'aménagement.

Source : la gazette des communes du 26/10/2016

Permis de construire : précisions sur les permis délivrés sur injonction du juge des référés

Le Conseil d'Etat vient, enfin, de préciser la valeur juridique d'un permis de construire délivré sur injonction du juge des référés, et a défini les conditions dans lesquelles il peut être retiré.

Source : la gazette des communes du 26/10/2016

A Strasbourg, la zone commerciale Nord va se moderniser pour 200 millions d'euros

[Plus vaste parc de commerces de périphérie de l'agglomération de Strasbourg avec ses 150 000 m2 de ventes sur une emprise de 100 hectares, la zone commerciale Nord va s'étendre et surtout se réaménager en profondeur pour répondre aux exigences modernes de déplacements et d'espaces verts. Aux manettes, le groupe Frey prévoit les premiers travaux dans un an.](#)

Source : le Moniteur du 24/10/2016

Environnement / Energie

Privée de colonne vertébrale, la loi sur la transition énergétique accumule les retards

[Après plus de 8 mois de travaux, la mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'application de la loi de transition énergétique, présidée par Jean-Paul Chanteguet, a rendu un rapport de plus de 400 pages, mercredi 26 octobre.](#)

Source : localtis.info du 27/10/2016

L'application de la loi de transition énergétique est trop lente jugent les députés

[La mise en application de la loi sur la transition énergétique adoptée en août 2015 prend trop de retard, obérant les chances d'atteindre les objectifs ambitieux qu'elle fixe à la France d'ici à 2050, regrette un rapport parlementaire présenté mercredi 26 octobre.](#)

Source : le Moniteur du 26/10/2016

Collectivités territoriales

Communes nouvelles : le Parlement vote de nouvelles mesures facilitatrices

[Le Parlement a adopté définitivement le 25 octobre une proposition de loi sénatoriale qui simplifie la création et la gestion des communes nouvelles. Une des mesures, qui touche aux indemnités des maires, concerne l'ensemble des communes de moins de 1.000 habitants.](#)

Source : localtis.info du 27/10/2016

Colloque / Séminaire

- ▶ Journée d'études "Actualité 2016 du droit de l'urbanisme - Environnement et procédures d'urbanisme : frein ou complémentarité ?"

La journée d'études annuelle "Actualité 2016 du droit de l'urbanisme" est organisée par le GRIDAUH et l'Ordre des avocats de Paris et se tiendra à l'Auditorium de la Maison du Barreau (2-4 rue Harlay 75001 Paris) le 18 novembre 2016.

[Formulaire d'inscription](#)

[Programme de la journée d'études](#)

- ▶ La protection du patrimoine et les collectivités territoriales : quels enjeux, quelles contraintes, quels pouvoirs ?

Colloque organisé par le GRIDAUH et l'AMF le 24 novembre 2016.

- ▶ Les labels dans le domaine du patrimoine

Colloque organisé par le Centre de Recherche Juridique Pothier, Université d'Orléans les 15 et 16 décembre 2016 à Orléans.

[Programme](#)

[Renseignements et inscription](#)

Presse

Du retard dans l'application de la loi sur la transition énergétique

[D'après un rapport parlementaire, la mise en application de la loi sur la transition énergétique adoptée en août 2015 prend trop de retard.](#)

Source : les Echos du 26/10/2016